

Noël Tshiani ne cache pas ses grandes ambitions

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO L'ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale veut être président

Haut fonctionnaire à la Banque mondiale depuis 1992, Noël T. Tshiani a été représentant-résident dans plusieurs pays d'Afrique, dont le Tchad et les îles du Cap-Vert, où il a accompagné le redressement spectaculaire de l'économie. Le Kasaiën nourrit cependant d'autres ambitions : après avoir rêvé de se voir confier les clés de la Banque centrale du Congo, il envisage aujourd'hui de se présenter comme candidat à la présidence de la République lors des prochaines élections, toujours prévues pour novembre 2016. Rien de moins.

Pour cela, il doit présenter ses lettres de créances sur plusieurs plans. Le plus facile, ce sont les compétences professionnelles. Sur ce plan, M. Tshiani n'a rien à craindre, ses états de service à la Banque mondiale et auparavant à la City Bank et la Republican Bank donnent l'image d'un économiste rigoureux, spécialiste des questions monétaires. Il connaît par cœur les statistiques internationales qui, pour lui, illustrent les échecs de son pays : « *Suivant l'indice de développement humain (IDH), le Congo vient en avant-dernière position, d'après Transparency International, il est l'un des plus corrompus, sur le classement de Doing Business qui juge le climat des affaires, il est 184^e sur 189 et d'après le panel des experts africains, 85 % des ressources minières échappent à la fiscalité de l'Etat... Par rapport aux potentialités, le budget de l'Etat (9 milliards de dollars) apparaît dérisoire, d'autant plus que la présidence consomme 153 % du budget qui lui est accordé et la Primature 205 %...* »

M. Tshiani se sent capable de relever les principaux défis du développement qui se posent au pays : « *Assurer la paix et la sécurité, faire diminuer la pauvreté en milieu rural, établir l'accès de tous à l'eau et à l'électricité, construire des infrastructures, des hôpitaux, des écoles. Et surtout améliorer le climat des affaires et assainir l'environnement économique... Revoir le Code minier certes, mais surtout envoyer des vérificateurs fiscaux afin que les impôts dus soient correctement payés.* »

L'autre point sensible concerne ce que l'on appelle au Congo la « géopolitique », c'est-à-dire l'équilibre entre les provinces et, plus largement, les grandes zones culturelles et linguistiques.

Sur ce point, le fait que M. Tshiani soit originaire du Kasai, au centre du pays, représente à ses yeux un atout incontournable : « *Le président Mobutu étant origi-*

naire de l'Equateur, les natifs de cette province furent longtemps privilégiés. Laurent-Désiré Kabila et son fils Joseph venant du Nord Katanga et du Maniéma, beaucoup de Congolais ont le sentiment que depuis la chute de Mobutu en 1997, c'est l'Est du pays qui a imposé son agenda. Quant au centre (les deux Kasai, le Bandundu), il a été écarté du pouvoir durant des décennies et il serait donc temps de rétablir l'équilibre. »

Rallier Tshisekedi à sa cause

C'est pourquoi M. Tshiani, lors de son passage à Bruxelles, a essayé de rallier à sa cause Etienne Tshisekedi, le chef historique de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social). Il croit qu'en tant que Kasaiën, le vieux leader ne pourra que soutenir l'un de ses compatriotes voire faire de lui son dauphin et il écarte les rumeurs persistantes selon lesquelles Tshisekedi aurait engagé des négociations (un dialogue...) avec des représentants de Kabila aux termes desquelles son fils Félix se verrait promettre un poste ministériel important en échange de son ralliement.

Depuis Bruxelles, M. Tshiani s'est également rendu à La Haye où, dans l'enceinte très sécurisée de la Cour pénale internationale, il a pu s'entretenir avec Jean-Pierre Bemba, le président du MLC (Mouvement pour la libération du Congo) détenu depuis sept ans. Si, compte tenu des procédures en cours, M. Tshiani se montre discret sur le contenu de l'entretien, il se dit cependant très choqué par la surreprésentation des Congolais et des Africains en général parmi les prisonniers et se jure que, s'il accède au pouvoir, il fera tout pour que ces hommes puissent être jugés au pays et que plus aucun ressortissant du Congo ne doive comparaître devant cette juridiction internationale.

Jusqu'à présent plus connu à l'étranger qu'à l'intérieur du Congo, le banquier venu de Washington mise beaucoup sur la diaspora congolaise, assurant que des comités de soutien se créent un peu partout et se mettent en lien avec l'intérieur du pays. Minimisant l'aura du gouverneur du Katanga, le très populaire Moïse Katumbi et les chances de Vital Kamerhe, ancien président de l'Assemblée nationale, déjà connu dans tout le pays, M. Tshiani s'offre déjà le luxe de songer à l'avenir politique du président Kabila une fois qu'il aura quitté le pouvoir : « *Il faudra assurer sa sécurité et la jouissance de ses biens, le protéger, le mettre à l'abri d'éventuelles poursuites...* » ■